

Donner à lire l'identité corse : entre Paris et Ajaccio

Françoise Favart
Università degli studi di Trieste (Italie)

Résumé : Dans la presse, l'évocation de la Corse dans des sujets politiques ou sociétaux met fréquemment l'accent sur les tensions entre Paris et Ajaccio. L'évocation du « problème corse » ou de la « question corse », dans les grands médias français et dans les discours politiques consiste souvent à opposer la « République » ou « État de droit » à une forme de « repli sur soi » et de « violence », associant par là même la question identitaire à un refus de la prise en compte du bien commun. Dans notre étude, nous montrons, à travers l'analyse d'un corpus de presse nationale et régionale renvoyant à la visite de deux jours que le président français, Emmanuel Macron, a effectuée en Corse en février 2018, comment l'identité corse est donnée à lire, en particulier à travers l'image des représentants politiques corses présents lors de cette visite. Nous tenons en outre compte de l'image de la France qui, en s'opposant à l'identité corse, contribue également à la construction de cette dernière.

Mots-clés : Corse ; discours ; identité ; médias

Abstract: The press often mentions Corsica in political or societal subjects, emphasizing the tensions between Paris and Ajaccio. The mention of the « Corsican problem » or the « Corsican issue » in the press and in political speeches often consists in an opposition between “Republic” or “Rule of law” and “withdrawal behavior” or “violence”. This paper shows, through the analysis of a corpus of national and regional press referring to the two-day visit of French President, Emmanuel Macron, in Corsica in February 2018, how Corsican identity is portrayed, in particular through the Corsican political representatives. The portrayal of France is also analyzed since it contributes to the construction of the image of Corsican identity.

Keywords: Corsica; discourse; identity; media.

Introduction

Notre article s'interroge sur l'identité corse telle qu'elle est donnée à lire dans la presse nationale française ainsi que dans la presse régionale du territoire qui en est le support identitaire. Située au cœur de la Méditerranée, cette île à l'histoire complexe, devenue française en 1768 suite au Traité de Versailles, est le siège de questions identitaires fortes tant au niveau médiatique que politique ou culturel. De fait, les tensions entre le continent et la Corse ne sont pas nouvelles et si elles se sont dernièrement aplanies, suite au « dépôt d'armes » du Front de libération nationale corse (FLNC), les revendications identitaires sont, quant à elles, toujours bien présentes. En 2003, le « non » au référendum sur la « collectivité unique » avait pu être entendu comme un acte fondateur¹. Toutefois, le contexte insulaire a depuis connu un net revirement en matière identitaire, en particulier en décembre 2015, quand les nationalistes ont pris les commandes de la Collectivité territoriale après une victoire historique aux élections régionales. Depuis 2018, le dirigeant indépendantiste Jean-Guy Talamoni a été élu président de l'Assemblée de la nouvelle Collectivité territoriale unique de Corse. Par ailleurs, le Conseil exécutif de Corse est, quant à lui, présidé par l'autonomiste Gilles Simeoni. Autant de signes politiques et historiques qui témoignent d'un attachement identitaire et d'une relation forte au territoire insulaire.

Dans la presse, l'évocation de la Corse, tant dans des sujets politiques que sociétaux, met fréquemment l'accent sur les tensions entre Paris et Ajaccio. Il n'est pas rare en effet de lire « la question corse » ou encore « le problème corse ». Comme le souligne Daniel Arnaud, l'évocation du « problème corse » dans les grands médias français et dans les discours politiques consiste souvent à opposer, d'une part, « République » ou « État de droit » et, d'autre part, une forme de « repli sur soi » et de « violence² » associant par là même la question identitaire à un refus de prise en compte du bien commun.

Dans cette étude, nous montrons, à travers l'analyse d'un corpus constitué d'articles de journaux, renvoyant à un événement qui a soulevé de multiples tensions et qui a largement été commenté par les médias – la visite de deux jours qu'Emmanuel Macron a effectuée en Corse en

¹ Daniel Arnaud, *La Corse et l'idée républicaine. Nouvelle édition revue et augmentée*, Paris, L'Harmattan, 2016, p. 15.

² *Ibid.*, p. 19.

février 2018 – comment l'identité corse est donnée à lire dans la presse nationale et régionale. Nous tenons compte de l'image qui se dégage de la France puisque, en s'opposant à celle de la Corse, elle participe aussi de la construction de l'image de cette dernière. En outre, afin de vérifier si l'hypothèse selon laquelle l'identité corse serait peu valorisée dans les quotidiens nationaux ou, pour le moins, si elle renvoie à des visions différentes entre la presse nationale et la presse régionale, nous nous appuyons également sur un corpus de contrepoint, qui fait référence à une seconde visite du Président de la République sur l'île, en avril 2019.

1. Objet d'analyse

Avant d'aborder l'analyse, il est utile de revenir brièvement sur la spécificité de l'article de journal en tant que support d'une analyse linguistique et discursive. On le sait, le discours de presse apparaît comme un objet propre, non réductible au seul reflet des prises de paroles publiques. Il est caractérisé par la polyphonie, par la sélection et par la transformation des énoncés³, voire par des arrangements de la part des journalistes. L'article de presse se présente ainsi comme un objet sémiologique particulier où la présentation des propos passe la plupart du temps par des reformulations, des réécritures qui vont bien au-delà de la transposition à l'écrit de propos énoncés oralement et ce, même quand ces propos sont encadrés de guillemets et se présentent sous la forme d'une citation. André Petitjean⁴, qui s'est intéressé à l'étude de la présentation d'un même fait divers dans deux journaux différents, souligne ce phénomène et qualifie les journalistes de « fabulateurs ». Ce sont les raisons pour lesquelles la prise en compte des différents niveaux d'énonciation nous semble fondamentale.

Nous ajouterons que le fait de privilégier certaines citations au détriment d'autres, l'impact sémantique de certains choix lexicaux, mais aussi la quantité d'énoncés attribués aux différents auteurs de l'événement relaté participent de ce processus d'affabulation ou, pour le moins, d'un arrangement, voire d'une orientation de l'information et peut-être même d'un formatage de l'esprit, selon l'expression de Patrick

³ Alice Krieg, « Analyser le discours de presse. Mises au point sur le “discours de presse” comme objet de recherche », *Communications*, vol. 20, n° 1, 2000, p. 75-97.

⁴ André Petitjean, « Le récit de faits divers : étude comparée de France-Soir et Libération », *Pratiques*, n° 50, 1986, p. 46-78.

Charaudeau⁵. C'est dans ce cadre que nous étudions l'image que la presse nationale et la presse régionale construisent de l'identité corse et du territoire dans lequel elle s'inscrit pour tenter de montrer comment, en fonction des différentes sources énonciatives, les identités peuvent déboucher sur des représentations distinctes voire antagonistes.

2. Méthodologie et corpus

On le sait, la construction de l'identité telle qu'on la donne à lire passe aussi bien par la dénomination et par la désignation de soi que par la dénomination et la désignation⁶ de l'autre. Au plan discursif, nous avons à faire à deux entités opposées : l'une désignant l'identité corse, l'autre, l'identité de la France, de l'État, de ce qui représente l'institution au plan national⁷. Toutefois, ces deux positions ne peuvent être appréhendées uniquement dans une vision contrastante, puisqu'elles se répondent et sont étroitement liées dans une construction réciproque. On pourrait, en d'autres termes, parler de co-construction⁸. De fait, on observe une forme de tension dialectique où l'image de l'une contribue nécessairement, le plus souvent par un effet de contraste, à la construction de l'image de l'autre, toutes deux pouvant occuper, en fonction de l'énonciateur et du point de vue qu'il assume, tant la position du soi que celle de l'autre.

Dans une première phase d'analyse, nous avons ainsi relevé des termes ou tournures linguistiques qui permettaient d'évoquer ces deux pôles : *les nationalistes, l'île* plutôt que *le Président, la République, la France, le continent* ainsi que des termes ou tournures qui y sont associés. Ces choix traduisent clairement la position de l'énonciateur et peuvent connoter l'énoncé. Il convient toutefois d'ajouter que cette mise en mots n'a de sens que si

⁵ Patrick Charaudeau, « Une éthique du discours politique », *Communications*, vol. 27, n° 2, 2009, <https://bit.ly/3A8mk0j> (consulté le 5 septembre 2019).

⁶ Nous utilisons ces termes au sens large sans entrer dans les différentes oppositions techniques qui caractérisent la dénomination et la désignation. Rappelons toutefois qu'une expression est la dénomination d'une entité si cette entité a eu par convention cette expression, si elle a réellement été dénommée ou appelée ainsi. On parle de désignation quand l'expression n'a pas été attribuée *a priori* en propre à l'entité à laquelle elle renvoie (Georges Kleiber, « De la dénomination à la désignation », *Langue française*, n° 174, 2012, p. 45). Les deux procédés sont utilisés dans le corpus pour faire référence aux entités en question.

⁷ Dans cette étude, il s'agira essentiellement du Président de la République.

⁸ Nous empruntons le terme à Alain Rabatel, *Pour une lecture linguistique et critique des médias. Empathie, éthique, point(s) de vue*, Limoges, Lambert-Lucas, 2017, p. 30.

on prend en compte l'énonciateur et les points de vue explicites ou sous-jacents que les énoncés laissent apparaître : plus encore dans le cas d'écrits largement polyphoniques tels que les articles de presse. Alain Rabatel souligne que la construction des objets du discours s'actualise par la lecture des points de vue des énonciateurs, qui peuvent être sous-jacents ou clairement exprimés à travers des opinions, des jugements de valeur explicites qui relèvent d'une argumentation directe mais aussi d'une argumentation indirecte par le biais des inférences qu'on tire de la construction du discours⁹. Notre analyse porte dès lors sur deux niveaux d'énonciation : les énoncés produits directement par les journalistes et les citations provenant des nationalistes ou du Président de la République. Il va sans dire que si, dans certains cas, l'énonciateur semble vouloir s'effacer, dans d'autres, les voix se chevauchent ou se rencontrent à l'intérieur d'un même énoncé, donnant lieu à des extraits qui peuvent trouver leur place dans les deux niveaux de l'analyse. Nous pensons notamment à des exemples où les journalistes rapportent les propos des énonciateurs de deuxième niveau et où tant les propos cités que le choix du verbe introducteur de ces propos renvoient au point de vue de différents énonciateurs.

Sur la base d'un corpus constitué d'articles provenant des trois principaux quotidiens nationaux : *Le Monde*, *Le Figaro*, *Libération* ainsi que de *Corse-Matin* issu de la presse régionale, nous proposons un classement qui atteste, pour le premier niveau, des propos des journalistes à l'égard des nationalistes, mais aussi à l'égard du Président de la République. Nous nous intéressons, en d'autres termes, au point de vue d'un énonciateur extérieur aux deux entités en jeu. Le second niveau prend en compte les propos des énonciateurs directement impliqués par l'objet du discours, c'est-à-dire les nationalistes et le chef de la République française. En ce qui concerne les premiers, ce sont principalement les paroles de Jean-Guy Talamoni et de Gilles Simeoni qui sont citées et, dans de rares occasions, des figures moins connues telles qu'un représentant de la chambre consulaire corse¹⁰, dans l'article du *Monde*, par exemple. Nous essaierons dès lors de comprendre quelle est l'image qui ressort de l'une et de l'autre partie tant dans la presse nationale, avec les distinctions qu'implique peut-être l'orientation politique des trois quotidiens, que dans la presse régionale. Pour cette dernière, notre choix a dû se limiter

⁹ *Ibid.*, p. 27.

¹⁰ Nous précisons que les chambres consulaires sont, en France, des établissements publics d'État à caractère économique.

au seul quotidien disponible en ligne¹¹. En ce qui concerne les sujets abordés, nous avons privilégié l'intervention publique, dans un centre culturel de Bastia, lors de la deuxième journée de visite d'Emmanuel Macron, qui se rend en Corse pour la première fois depuis qu'il est Président de la République. Son déplacement de deux jours répond à deux finalités majeures. Tout d'abord, rendre hommage, lors du premier jour, au préfet Claude Érignac, assassiné par des nationalistes corses, vingt ans plus tôt, à Ajaccio, alors qu'il se rendait au théâtre avec son épouse. Ensuite, dialoguer avec les nationalistes corses sur les principaux sujets de tension entre l'État et l'île. Nous pensons en particulier au statut de résident que réclament les nationalistes pour lutter contre la spéculation immobilière, à la coofficialité de la langue corse, l'un des grands points de discordance entre Paris et Ajaccio, et à la question des « prisonniers politiques¹² » corses incarcérés sur le continent ainsi qu'à une possibilité d'amnistie pour certains d'entre eux. Le choix de la seconde journée se justifie par le fait qu'elle touche les principaux thèmes qui, depuis de nombreuses années, alimentent le débat entre Paris et Ajaccio. Ajoutons que le traitement médiatique du « problème corse » a évolué au cours des décennies¹³ et c'est vers la fin des années 1990 que se dessine une forme de condamnation unanime du nationalisme de la part des médias nationaux. Cette condamnation systématique est à mettre en relation avec l'importance des violences et la gravité des actes terroristes – parmi lesquels figure l'assassinat du préfet Claude Érignac –, qui se succèdent alors sur l'île. De plus, afin de vérifier si les observations formulées à travers l'analyse des données provenant du corpus de base peuvent s'appliquer à d'autres épisodes mettant en relation l'État et les représentants politiques corses et si une image peu valorisante des nationalistes semble se confirmer, nous étudions, plus brièvement, ces mêmes postures énonciatives (les journalistes, l'État et les nationalistes), dans un corpus de contrepoint. Ce dernier renvoie à une visite que le Président de la République effectua en Corse en avril 2019, à l'occasion de ce qui a été appelé « Le grand débat national ».

¹¹ Il n'est en effet pas aisé de se procurer la presse régionale dans sa version papier en dehors de la région même.

¹² Il est d'usage d'utiliser les guillemets car tous ne s'accordent pas sur le statut politique de ces détenus. L'État considère ces derniers davantage comme des terroristes, en raison des attentats qu'ils ont commis.

¹³ Pour plus de précisions sur ce sujet, voir Lisa d'Orazio, « Une île de Violence : le traitement médiatique du “Problème corse” (1965-2007) », *Rives méditerranéennes*, <https://bit.ly/3AueT2V> (consulté le 19 avril 2019).

3. Analyse

Nous proposons ci-après quelques extraits de discours tirés de la presse nationale et régionale évoquées précédemment. Nous citerons les quotidiens mentionnés en adoptant l'ordre suivant pour chacun des deux niveaux : *Le Monde* (LM), *Le Figaro* (LF), *Libération* (LB) et *Corse-Matin* (CM) en commençant par les énoncés produits par les journalistes (niveau 1), pour passer ensuite aux propos émis par les énonciateurs directement impliqués dans l'événement (niveau 2).

3.1. Niveau 1

3.1.1. Extraits du quotidien LM : Emmanuel Macron met les dirigeants corses au pied du mur ¹⁴

1. Ils [Les nationalistes corses] sont repartis, ils étaient venus,... en groupe... comme pour faire la démonstration de leur unité et le visage fermé.
2. C'est peu dire que les nationalistes n'ont guère apprécié le discours qu'Emmanuel Macron a prononcé.
3. Une ultime mise en garde accueillie très froidement par les responsables insulaires, qui sont restés de marbre à l'issue du discours présidentiel.
4. Ce n'est pas devant l'Assemblée corse que le président de la République a voulu délivrer son message [...]. Histoire de marquer qu'il ne s'adressait pas aux élus corses mais à la société corse.
5. Il ne manque d'ailleurs pas, quand l'occasion se présente, de rappeler aux élus corses qu'ils ont aussi leur part de chemin à faire – croisement des deux parties.
6. M. Macron ne manque pas d'adresser aux élus nationalistes un sévère rappel.

Le Président de la République est également désigné comme :

7. Maître du temps, des lieux et de l'image.

3.1.2. Extraits du quotidien LF : Les nationalistes corses boycottent un déjeuner organisé avec Macron ¹⁵

1. Les nationalistes corses boycottent un déjeuner organisé avec Macron (Titre).
2. Les principaux élus nationalistes dont Jean-Guy Talamoni et Gilles Simeoni ont décidé de boycotter le « déjeuner républicain » auquel les avait conviés Emmanuel Macron.

¹⁴ Patrick Roger, « Emmanuel Macron met les dirigeants corses au pied du mur », *Le Monde*, le 8 février 2018, <https://bit.ly/3lfyTAB> (consulté le 11 février 2018).

¹⁵ François-Xavier Bourmaud, « Les nationalistes corses boycottent un déjeuner organisé avec Macron », *Le Figaro*, le 7 février 2018, <https://bit.ly/3yZJf6> (consulté le 11 février 2018).

3. Le chef de l'État qui semble avoir acté la rupture du contact avec les indépendantistes, veut s'adresser aux Corses.
4. Pour l'heure, rien n'a filtré de la réunion avec eux... ni l'Élysée ni les « *natio* » n'ont souhaité s'exprimer.
5. Par-delà les indépendantistes, c'est donc aux Corses qu'Emmanuel Macron s'apprête à s'adresser.
6. Le chef de l'État a d'ailleurs expliqué : « Je ne suis pas dans les arrières-cuisines »¹⁶.

3.1.3. Extraits du quotidien LB : La Corse dans la Constitution : Macron lâche un symbole¹⁷

1. Les nouveaux hommes forts de l'île.
2. Les élus nationalistes encaissent en silence.
3. C'est à l'ensemble de la visite présidentielle que s'en prend G. Simeoni dénonçant de « multiples vexations... »¹⁸.
4. Les nationalistes espéraient ouvrir avec l'État un dialogue sur l'autonomie de l'île.
5. Un discours multipliant les fins de non-recevoir ou les impasses sur leurs revendications fondamentales : La coofficialité de la langue corse : c'est non. Le statut de résident... « une impasse juridique et une mauvaise réponse ».
6. Ce curieux discours a des airs de petite claquette pour les élus nationalistes.
7. Un souhait qu'il est prêt à entendre¹⁹.
8. Le chef de l'État aura ostensiblement refusé l'exercice proposé par ses interlocuteurs : celui d'une « *négociation* » entre deux parties égales en légitimité.

3.1.4. Extraits du quotidien CM : Macron à Bastia : « Le peuple corse a été humilié par ce discours »²⁰

1. La tonalité du spectacle de l'Alb'Oru a quelque peu sonné le président de l'exécutif²¹. Gilles Simeoni est abasourdi. Presque groggy.
2. Les nationalistes comptent faire bloc.
3. Derrière Gilles Simeoni et Jean-Guy Talamoni, une trentaine d'élus de la majorité Pè Corsica serre les coudes pour prendre la parole face à la presse.
4. Le peuple corse a été humilié par ces déclarations, déplore Jean-Guy Talamoni.

¹⁶ Extrait présent également dans le niveau 2. C'est ici le verbe introducteur du discours direct qui retient notre attention.

¹⁷ Dominique Albertini, « La Corse dans la Constitution : Macron lâche un symbole », *Libération*, le 7 février 2018, <https://bit.ly/2XhVNPW> (consulté le 11 février 2018).

¹⁸ Extrait présent également dans le niveau 2. Ce sont ici les deux formes verbales attribuées à G. Simeoni – « s'en prend » et « dénonçant » – qui retiennent notre attention.

¹⁹ Il est ici question de l'inscription de la Corse dans la constitution, ce qui est d'ailleurs le titre de l'article de *LB*.

²⁰ J.-M. et A.G. « Macron à Bastia : “Le peuple corse a été humilié par ce “discours” », *Corse-Matin*, le 8 février 2018, <https://bit.ly/3lk9ea8> (consulté le 11 février 2018).

²¹ Il s'agit implicitement de l'exécutif corse.

5. Le président de l'exécutif veut recadrer les choses.
6. La déception s'affiche dans le discours nationaliste.
7. L'épineuse question des « prisonniers politiques » soigneusement esquivée par le chef de l'État dans son discours agace.

3.2. Niveau 2

3.2.1. Extraits du quotidien LM : Emmanuel Macron met les dirigeants corses au pied du mur²²

Propos des nationalistes

1. Beaucoup des concepts qui ont été avancés par le président sont des concepts que nous avons déjà commencé à mettre en œuvre.
2. Les affirmations du président de la République n'ont été corroborées par aucun engagement chiffré.
3. Une occasion manquée.
4. Il [Emmanuel Macron] a verrouillé toutes les portes.

Propos d'Emmanuel Macron

1. La Corse est au cœur de la République.
2. Qui profite des prix qui montent quand on vend le foncier ? [...] Aujourd'hui, lorsque les prix montent et que les terrains sont vendus, ce sont rarement des gens qui ne sont pas corses qui en bénéficient.
3. Pas une seule langue dans la République n'est aussi soutenue.
4. Ce souhait, je l'entends, je le respecte et je le prends comme une marque de confiance, comme une volonté d'ancrage fort dans la République, note-t-il. Je vous annonce solennellement aujourd'hui que je suis favorable à ce que la Corse soit mentionnée dans la Constitution.
5. Il vous faut déjà exercer, assumer les responsabilités nouvelles que vous avez depuis le 1^{er} janvier [...] Penser que la mère des batailles, c'est d'aller négocier de nouvelles évolutions institutionnelles avant même d'avoir exercé les responsabilités qu'on a, je ne saurais vous y encourager.
6. Là aussi, nous devons être lucides [...] Plus il y aura de fiscalité transférée, moins il y aura de dotations. Je ne connais pas de finances magiques. Il n'y a pas de République magique non plus.

3.2.2. Extraits du quotidien LF : Les nationalistes corses boycottent un déjeuner organisé avec Macron²³

Nous n'avons relevé dans cet article aucune citation renvoyant aux nationalistes.

²² Patrick Roger, *op. cit.*

²³ François-Xavier Bourmaud, *op. cit.*

Propos d'Emmanuel Macron

1. Ce qui m'importe, c'est la Corse et les Corses, le reste, ça ne m'intéresse pas beaucoup.
2. Il y a ce qui s'appelle la courtoisie républicaine. C'est à eux-mêmes, aux Corses et aux commentateurs, d'en tirer les conséquences.
3. Ce qui est important c'est pour la jeunesse de l'île, ce dont je parlerai cet après-midi.
4. Je ne suis pas dans les arrières-cuisines.

3.2.3. Extraits du quotidien LB : La Corse dans la Constitution : Macron lâche un symbole²⁴

Propos des nationalistes

1. Des propos très en-deçà des attentes et des enjeux.
2. Multiples vexations, manquements au protocole et à la simple politesse.
3. Des mots volontairement blessants aux antipodes de la logique de réconciliation.

Propos d'Emmanuel Macron

1. Une marque de confiance [...] un ancrage dans la République.
2. Le statut de résident : une impasse juridique et une mauvaise réponse.
3. Voir dans ces évolutions « la mère de toutes les batailles » voilà qui serait léger de leur part.
4. Ce qui m'importe, c'est la Corse et les Corses. Le reste ne m'intéresse pas

Le Président se déclare par ailleurs :

5. Sans intérêt pour « les arrières-cuisines²⁵ ».

3.2.4. Extraits du quotidien CM : Macron à Bastia : Le peuple corse a été humilié par ce discours²⁶

Propos des nationalistes

1. Le peuple corse a été humilié par ces déclarations.
2. Nous passerons sur les multiples vexations et manquements au protocole qui ont caractérisé ces deux jours.
3. Nous n'avons pas vocation à participer à un déjeuner protocolaire qui aurait pu laisser croire que nous nous accommodions du tour général de la visite.
4. Sur les concepts économiques, sociaux, [...] mis en avant par le président de la République, nous avons déjà commencé à travailler.

²⁴ Dominique Albertini, *op. cit.*

²⁵ Nous rappelons que le choix d'évoquer « les arrières-cuisines » a également été retenu par le quotidien *LF*. Nous les signalons tous les deux afin de souligner une convergence dans la sélection lexicale opérée par les journalistes de quotidiens nationaux pourtant opposés au plan de leur orientation politique.

²⁶ J.-M. et A.G., *op. cit.*

5. Ce silence et ce refus de nommer une réalité humaine, politique et symbolique qui conditionne le traitement apaisé de la question corse montrent qu'il n'y a pas de volonté de traiter ce problème à la hauteur des enjeux²⁷.
6. Paris ne fait guère de cas du suffrage universel lorsqu'il se déroule en Corse. C'est un triste soir pour la Corse et pour les relations entre l'île et Paris.
7. Un discours très en deçà des attentes et des enjeux pour une très grande majorité des Corses.
8. Nous constatons qu'aucune des annonces d'Emmanuel Macron n'a été chiffrée. Sans parler des inexactitudes.

Le quotidien ne présente aucune citation directe du Président de la République.

4. Croisement des points de vue

Nous rappelons que les extraits proposés relatent un même événement qui met en scène des acteurs identiques. Toutefois, s'il est évident que le corpus analysé présente des points communs au plan des contenus évoqués ainsi que de l'image qui émerge des nationalistes corses et du Président de la République, des distinctions sont à signaler. Elles convoquent à la fois l'aspect quantitatif et qualitatif. Par le premier, nous entendons la place qui est réservée aux énoncés attribuables à l'un et à l'autre des énonciateurs ou, pour le dire différemment, à la sélection qui a été opérée par chacun des journalistes pour rendre compte de la visite du Président de la République à Bastia. Le second renvoie aux caractéristiques, aux attitudes et à tous ces traits mis en évidence dans les extraits sélectionnés pour construire l'image d'un Président ainsi que celle des nationalistes ou des Corses, les deux figures se confondant et se chevauchant parfois. Nous considérons que ces distinctions participent de l'orientation de l'information ou, pour reprendre l'expression de Charaudeau d'un formatage de l'esprit²⁸.

4.1. *Paris et Ajaccio dans la presse nationale*

Dans le quotidien *LM*, on observe ainsi que le journaliste construit essentiellement l'image des nationalistes dans une présentation simultanée des deux entités en jeu : les nationalistes et le Président. Les premiers sont donnés à voir dans leur cohésion et leur unité, comme à l'exemple 1 du point 3.1.1., mais aussi à travers un sentiment de forte déception (3.1.1. – ex. 2 et 3). En outre, leur image est essentiellement

²⁷ Cet extrait renvoie à la question des prisonniers corses incarcérés sur le continent et pour lesquels les nationalistes demandent qu'ils puissent purger leur peine sur l'île.

²⁸ Patrick Charaudeau, *op. cit.*

le fruit des propos du journaliste et des citations, plus nombreuses, qui sont réservées à Emmanuel Macron. Celles qui leur sont attribuées renvoient à une seule occasion directement à eux-mêmes (3.2.1. – ex.1). Elle inclut toutefois aussi l'image d'un Président qui leur adresserait des reproches injustifiés. D'ailleurs, quand les nationalistes laissent entendre que le chef de l'État serait injuste et peut-être peu fiable, ils s'appuient sur un argument récurrent dans le débat politique et dont on peut penser qu'il n'a qu'un faible impact sur le destinataire : l'engagement non chiffré.

Le Président est, quant à lui, donné à voir dans sa force et dans son autorité, c'est *le maître du temps* qui met les nationalistes au pied du mur et qui leur adresse un *sévère rappel*. La place réservée aux propos d'Emmanuel Macron est ample. On y observe qu'il tend à éluder les requêtes des nationalistes ou à les laisser paraître comme peu légitimes tant en ce qui concerne la situation de la fiscalité, par le biais d'une question rhétorique, qu'en ce qui concerne celle du logement ou de la langue (3.2.1. – ex. 2 et 3). Le Président fait en outre remarquer qu'ils ne semblent pas en mesure d'assumer leurs responsabilités et qu'il est dès lors difficilement envisageable de leur en confier de nouvelles, une observation qui semble contestée par ses opposants (3.2.1. – ex. 2). L'évincement des nationalistes du débat est par ailleurs sans ambiguïté quand le Président signale qu'il s'adresse à la Corse et rappelle que le territoire est au cœur de la République (3.2.1. – ex. 1 et 4).

Comme nous l'avons déjà signalé, aucune citation (tant à leur égard qu'à celui du Président de la République) n'est attribuée aux nationalistes dans l'article de *LF*. Nous considérons qu'il s'agit d'une manière d'exclure la voix de ceux qui sont dénommés par le journaliste, non sans une certaine familiarité, les *natios*. À travers les énoncés de ce dernier et les citations accordées à Emmanuel Macron, il ressort que les nationalistes adoptent une attitude collective de refus. On apprend en effet, dès le titre, et encore dans le corps de l'article qu'ils adoptent une telle attitude puisqu'ils *boycottent* un déjeuner organisé par le Président (3.1.2. – ex. 1 et 2) et auquel ils avaient pourtant été *conviés*, souligne le journaliste. Le choix de ces deux verbes (*boycotter* et *convier*), pratiquement antinomiques, semblent vouloir caractériser deux attitudes qui le sont tout autant : une forme de rejet, de fermeture collective pour la première face à une forme de courtoisie et d'ouverture pour la seconde. Des caractéristiques qui incitent à une certaine stigmatisation dans la construction de l'image des deux parties et semblent vouloir corroborer la rupture

qui est en train de s'installer. L'écart au protocole est également présent dans une citation attribuée à Emmanuel Macron. Il considère le geste comme un non-respect des usages républicains et un manque de courtoisie auquel il espère que les Corses (dont on comprend que les nationalistes ne font pas partie) et les médias donneront la juste lecture (3.2.2. – ex. 2). Les énoncés du journaliste et du Président semblent par ailleurs portés par une seule voix : celle qui souligne justement une rupture entre la République et les nationalistes dont le Président fait, pour sa part, peu de cas (3.1.2. – ex. 3) : *ça ne m'intéresse pas beaucoup* ou encore *je ne suis pas dans les arrière-cuisines* (3.2.2. – ex. 1 et 4). Cette fermeture actée, le Président tout comme le journaliste soulignent que le message de la République s'adresse *par-delà les indépendantistes* aux Corses et à la jeunesse (3.1.2. ex. 3 et 4, 3.2.2. ex. 1 et 5) dans une idée d'ouverture. Il laisse ainsi entendre que les questions purement locales ne l'intéressent pas.

Le journaliste semble suivre la même orientation, en passant sans distinction aucune des nationalistes aux indépendantistes comme si les termes étaient synonymes et interchangeables. On sait pourtant que tous les nationalistes ne sont pas indépendantistes. Il s'agit là d'une forme d'amalgame ou d'une banalisation, dont nous nous occuperons plus loin et qui peut être entendue comme un mépris des spécificités propres à chacun.

Si dans *LB* les nationalistes apparaissent comme *les nouveaux hommes forts de l'île* (3.1.3. – ex.1), le journaliste les dit aussi déçus et d'une certaine manière vaincus puisqu'ils *encaissent* (3.1.3. – ex. 2) et reçoivent *une petite claque* (3.1.3. – ex. 6) à travers le discours présidentiel. Leur position au plan de l'énonciation est également affaiblie au sens où peu de citations leur sont accordées et aucune ne renvoie à leur situation. On remarque, en revanche, une dominante d'énoncés concernant la France, tant dans les citations que dans les propos attribués au journaliste. De plus, cette image d'*hommes forts* est très vite redimensionnée par une position ferme et autoritaire de la part de l'institution et par son refus du dialogue. En effet, le journaliste nous apprend que le discours du Président est décliné comme une succession de *fins de non-recevoir* quant aux sujets qui opposent Paris à Ajaccio et qu'Emmanuel Macron a *ostensiblement* refusé la négociation (3.1.3 – ex. 5 et 8). À ceux qui voudraient y voir une trop grande fermeté, le journaliste signale cependant que le Président est ouvert à l'idée de revoir la position de la Corse dans la Constitution (3.1.3. – ex. 7) laissant de fait apparaître une force et une fermeté teintée d'ouverture.

Emmanuel Macron fait en revanche émerger, à l'égard des nationalistes, l'image de « mauvais élèves », de ceux qui ne détiennent pas « la bonne réponse » (3.2.3. – ex. 2 et 3). Il s'agit ici des dirigeants politiques corses et on comprendra dès lors que les propos visent également à remettre en question la gestion de l'île. Comme c'est le cas dans les autres quotidiens nationaux, le journaliste a retenu la citation du Président dans laquelle il souligne qu'il s'intéresse aux Corses et par conséquent pas aux nationalistes et qu'il ne nourrit aucun intérêt pour les *arrière-cuisines* (3.2.3. – ex. 5).

4.2. Paris et Ajaccio dans la presse régionale

Le point de vue dominant dans l'article tiré de la presse régionale est, comme on pouvait s'y attendre, celui des nationalistes. Il est porté, en bonne partie, par les énoncés de Jean-Guy Talamoni et de Gilles Simeoni. Ce sont ces deux acteurs de la scène politique corse qui sont au cœur des propos du journaliste. Ceux-ci laissent globalement apparaître l'image de nationalistes déçus, sous le choc (3.1.4. – ex. 1 et 6), mais forts et combatifs car ils sont prêts à *recadrer les choses*. Ils sont en outre présentés dans leur unité (3.1.4. – ex. 2 et 3.2.4. – ex. 1 et 2 entre autres). Le Président de la République y est, en revanche, donné à lire comme dur, voire irrespectueux au point de *sonner* Gilles Simeoni, d'imposer des « vexations » et d'humilier le peuple corse par son discours (3.1.4. ex.1 et 4). L'image du chef de l'État se construit uniquement à travers les énonciations du journaliste et à travers celles des nationalistes puisque aucune citation ne lui est réservée dans cet article. Si la voix du Président est absente au plan du discours direct, elle apparaît toutefois à travers le renvoi de la part des nationalistes à des sujets qu'il a ou aurait abordés (3.2.4. – ex. 4, 5 et 8). Il s'agit pratiquement ici d'un troisième niveau d'énonciation puisque le lecteur est informé de ce qu'aurait dit le Président de la République à travers le discours direct des nationalistes que présente le journaliste. On peut également voir, dans ces propos, l'image d'une identité corse non respectée, bafouée et même méprisée qui peut se résumer par une forme d'absence de considération de la part de l'État. Il est peut-être significatif de souligner qu'il est ici question d'identité corse et non pas de l'identité des nationalistes.

5. Considérations d'ordre lexical

Nous avons montré comment un même événement médiatique pouvait, en fonction des quotidiens qui le relatent et en fonction des points de vue majoritairement représentés, construire une image relativement différente des acteurs qui y ont pris part. Cet arrangement discursif, dont font partie les choix lexicaux, passe, entre autres, comme nous l'avons vu précédemment, par la quantité et la qualité des énoncés attribués à l'une et à l'autre des parties.

5.1. *Ambivalence terminologique : la République (Paris) et la Corse, le peuple*

Il nous paraît utile de souligner comment lors d'un déplacement énonciatif²⁹, un même terme peut renvoyer à des réalités différentes, mais aussi participer de finalités discursives contrastantes. Nous prenons ici en considération les termes *République*, *Corse* et *peuple*.

Nous avons observé que, du point de vue de la France et en particulier lors des énoncés produits par le chef de l'État, avoir recours au terme *Corse(s)* – qu'il renvoie à l'île ou à ses habitants – est un moyen pour exclure les nationalistes du discours. En effet, chaque fois que le Président utilise le terme *Corse(s)*, c'est pour l'associer à une idée de communauté, d'inclusion à une République dont les nationalistes semblent évincés. C'est d'ailleurs souvent à ce même trait d'exclusion que le terme est associé dans les propos des journalistes de la presse nationale, comme si, de leur point de vue, ces derniers n'étaient pas des Corses (3.1.2. – ex. 3 et 5 entre autres). Pour les nationalistes, en revanche, parler des Corses équivaut à parler d'eux-mêmes et à étendre leur position à celle de l'île entière (3.2.2. – ex. 1 entre autres). Il est d'ailleurs fréquent que *corse*, dans un emploi adjectival, soit associé, dans les propos des nationalistes, au mot *peuple* qui renvoie clairement à une entité plus vaste que celle des nationalistes.

Ce procédé de « glissement » fonctionne de manière analogue pour la France ou la République. Toutefois, quand Emmanuel Macron évoque la France à travers le terme *République*, deux dynamiques distinctes sont observables. D'une part, il utilise le terme en y incluant la Corse quand il rappelle que l'île doit se soumettre aux mêmes règles que celles du continent. De l'autre, il écarte la Corse (gouvernée par des nationalistes)

²⁹ Nous entendons par « déplacement énonciatif » le passage d'un énonciateur à un autre. Une modification de la prise en charge d'un énoncé qui peut porter à des modifications de sens.

de la France pour souligner l'efficacité de cette dernière et les retards de l'île. Une responsabilité qui reviendrait dès lors aux nationalistes qui gouvernent le territoire. En revanche, pour ces derniers, qui ont souvent recours à une synecdoque (*Paris*) ou qui utilisent *le Président de la République*, évoquer la *République* revient toujours à souligner une fermeture, un refus de dialogue ou parfois à mettre en avant des considérations injustes à leur égard (3.2.1. – ex. 2 ou 3.2.4. – ex. 4 et 6). Dans tous les cas, la République est associée à un pouvoir central dans lequel ils ne se reconnaissent pas.

5.2. *Amalgame*

Par ailleurs, en parcourant le corpus de base, nous observons qu'un certain nombre de termes se répètent pour désigner les deux parties. On peut ainsi lire, d'une part, le Président de la République, la République, l'Élysée, le continent, etc., et, de l'autre, les indépendantistes, les nationalistes, les « natio », les autonomistes, les élus de la majorité (renvoyant à la Corse). Pour les premiers, il est naturel qu'aucune précision ne soit apportée. On peut en effet imaginer que les destinataires des messages (les lecteurs) sont pour la plupart des citoyens français ou qui, dans tous les cas, sont au fait de l'actualité française. Il est surprenant en revanche qu'il en soit de même pour les termes qui désignent la gouvernance de l'île. Il semblerait même que ces termes soient synonymes et interchangeables. Il convient peut-être de rappeler que si les indépendantistes et les autonomistes sont des nationalistes, ils ne partagent pas pour autant la même vision sur toutes les questions qui touchent l'île. Ils sont certes unis, et cet aspect a largement été souligné dans les articles analysés, mais ils le sont quand il s'agit de faire face à l'État. Il n'en reste pas moins qu'ils sont *dans un rapport de force permanent*, comme le faisait remarquer Gilles Simeoni³⁰, sur de nombreux sujets. Nous rappelons que les autonomistes, dirigés par Gilles Simeoni, veulent demander pour la Corse un statut d'autonomie avec des pouvoirs régalien : justice, armée, maintien de l'ordre, un de leurs objectifs étant de sortir de « l'assistanat » en restant au sein de la République française. Pour sa part, le leader indépendantiste Jean-Guy Talamoni veut que la Corse devienne un pays à part entière. Les deux souhaitent l'officialisation de la langue corse, l'amnistie pour leurs « prisonniers politiques » et un statut de résident pour se protéger

³⁰ Antoine Albertini, « Dissensions chez les nationalistes à l'approche des municipales », *Le Monde*, le 2 juillet 2019, <https://bit.ly/3zsLBkQ> (consulté le 20 novembre 2019).

de la spéculation foncière. Générer l'amalgame revient, de fait, à nier l'existence des spécificités mais aussi à reléguer leurs identités en arrière-plan. En d'autres termes, à ne pas les considérer.

6. Corpus de contrepoint

Ce corpus est constitué d'articles extraits des quatre quotidiens auxquels nous avons fait référence pour le corpus de base. Il vise à vérifier si les phénomènes observés jusqu'à présent s'appliquent également à la seconde visite du Président de la République en Corse, un peu plus d'un an après celle que nous avons analysée précédemment. Ce déplacement insulaire s'inscrit dans le cadre du grand débat national³¹, durant lequel Emmanuel Macron s'est rendu, entre le 15 janvier et le 4 avril 2019, dans les différentes régions de France. Par rapport à la première visite en Corse, le caractère de cette dernière se voudrait plus détendu.

6.1. Niveau 1

6.1.1. Extraits du quotidien LM : En Corse, visite d'Emmanuel Macron sous haute tension³²

1. La dernière étape des rencontres d'Emmanuel Macron avec les élus de toutes les régions, dans le cadre du grand débat, ne s'annonce pas la moins mouvementée, jeudi 4 avril, en Corse. Les nationalistes, qui dirigent la collectivité, ont décrété le président de la République *persona non grata*.
2. L'indépendantiste Jean-Guy Talamoni, [sic] avait lui aussi annoncé, de manière assez prévisible, qu'il boycotterait ce qu'il qualifie de « *show de communication* »³³.
3. Ce raidissement témoigne de la dégradation des relations entre l'exécutif et la majorité insulaire depuis un an.

Toujours dans le même quotidien, le jour suivant : *Les Corses méritent mieux que des guerres de tranchées et de position*³⁴

4. Alors que les élus nationalistes avaient appelé à une journée « île morte » à l'occasion du déplacement présidentiel, le chef de l'État a

³¹ Ce débat avait pour objectif de donner à tous les Français l'occasion de s'exprimer sur des questions essentielles pour la France.

³² Patrick Roger, « En Corse, visite d'Emmanuel Macron sous haute tension », *Le Monde*, le 3 avril 2019, <https://bit.ly/3tVfj7g> (consulté le 25 juin 2020).

³³ Extrait présentant également une citation des nationalistes, c'est ici le verbe *boycotter* qui retient notre attention.

³⁴ Cédric Pietralunga, « Les Corses méritent mieux que des guerres de tranchée et de position », *Le Monde*, le 4 avril 2019, <https://bit.ly/3hL0LMc> (consulté le 3 juillet 2020).

déclaré jeudi que « les Corses méritent mieux que des guerres de tranchées et de position »³⁵.

5. L'invitation avait été lancée aux 360 maires de l'île. Moins de la moitié y a répondu.

6.1.2. Extraits du quotidien LF : En Corse, Macron refuse la guerre de tranchée ou la guerre de position³⁶

1. Le chef de l'État s'est rendu jeudi à Cozzano pour la dernière étape de son grand débat. Les nationalistes ont boycotté sa venue.
2. Dans la salle des fêtes, où les édiles sont serrés les uns contre les autres tant il est difficile de trouver un siège libre, certains élus brillent par leur absence. Il s'agit des représentants de l'exécutif corse, l'indépendantiste Jean-Guy Talamoni, et son compère autonomiste, Gilles Simeoni.
3. Les deux hommes³⁷, qui avaient cru bon d'inviter Emmanuel Macron à venir s'exprimer devant l'Assemblée de Corse, sont très peu soutenus dans la salle.
4. L'ambiance globale est plutôt cordiale. Mais une poignée d'élus reprochent au chef de l'État les mots qu'il a employés à Bastia, en février 2018. À l'époque, le président s'était montré extrêmement ferme avec les nationalistes.
5. Cette fois, la stratégie semble avoir changé. Soucieux d'inscrire sa venue en Corse dans le cadre strict du grand débat, le président de la République a adopté un ton moins martial.

6.1.3. Extraits du quotidien LB : Entre Macron et la Corse, le grand débat nationaliste³⁸

1. Entre les nationalistes et Emmanuel Macron, le malentendu est patent. Les premiers jugent que leur victoire électorale vaut mandat pour négocier une émancipation politique et linguistique de l'île, et voient dans la fermeté présidentielle un déni de démocratie.
2. Facteur supplémentaire de tension : le déplacement intervient après une série d'attentats ou tentatives d'attentat.
3. [...] à l'époque, les élus nationalistes avaient déjà boycotté une rencontre avec le visiteur [Emmanuel Macron].

³⁵ Les propos du Président de la République sont présents également dans le niveau 2. Nous voulons ici souligner le choix du journaliste de mettre en relation, dans un même énoncé, la position des deux parties. La citation est par ailleurs également reprise par le quotidien *LF*.

³⁶ Arthur Berdah, « En Corse, Macron refuse “la guerre de tranchée ou la guerre de position” », *Le Figaro*, le 4 avril 2019, <https://bit.ly/2VSD9gV> (consulté le 3 juillet 2020).

³⁷ Il s'agit de Jean-Guy Talamoni et Gilles Simeoni.

³⁸ Dominique Albertini, « Entre Macron et la Corse, le grand débat nationaliste », *Libération*, le 2 avril 2019, <https://bit.ly/3Appr3Y> (consulté le 25 juin 2020).

6.1.4. Extraits du quotidien CM : Visite d'Emmanuel Macron en Corse, la majorité territoriale lance un appel solennel au chef de l'État³⁹

1. Ce matin, depuis la Collectivité de Corse, les présidents de l'Exécutif et de l'Assemblée de Corse, accompagnés des élus du conseil exécutif et des présidents de groupes de la majorité nationaliste, ont lancé un appel au président de la République.
2. Cet échange, en prélude au débat de Cuzzà, aurait lieu au sein de l'institution qui est historiquement celle qui symbolise l'histoire contemporaine de la Corse, et dans l'hémicycle qui est le cœur battant de la démocratie insulaire, le lieu où, depuis 1982, date de création de l'institution, les présidents de la République ont tenu à s'exprimer pour acter ou présenter leurs décisions importantes.

6.2. Niveau 2

6.2.1. Extraits du quotidien LM : En Corse, visite d'Emmanuel Macron sous haute tension⁴⁰

Propos des nationalistes

1. La coalition Pè a Corsica – regroupant les autonomistes de Femu a Corsica et du Parti de la nation corse ainsi que les indépendantistes de Corsica libera – appelle les Corses à « *exprimer, pacifiquement et symboliquement, mais de façon forte et déterminée, leur refus du déni de démocratie qui continue de leur être opposé* » lors de la venue du chef de l'État.
2. Les nationalistes organisent une journée *isula morta* (« île morte »), de 12 heures à 18 heures, « *pendant le temps du pseudo-débat organisé par Emmanuel Macron* ».
3. Appelant à « *un réel dialogue* », le dirigeant autonomiste⁴¹ estime que cette rencontre ne sera qu'« *une nouvelle occasion manquée* ».

6.2.2. Extraits du quotidien LF : En Corse, Macron refuse « la guerre de tranchée ou la guerre de position »⁴²

Nous n'avons relevé dans cet article aucune citation renvoyant aux nationalistes.

Propos d'Emmanuel Macron

1. « Je ne réponds pas, en tant que président de la République, à une convocation devant une assemblée territoriale ! Ça n'existe pas ! Ou alors, c'est une perte de repères profonde ! », leur a-t-il lancé, sous de vifs applaudissements.
2. « Les Corses méritent mieux que des guerres de tranchées et de position ».

³⁹ A.C.C. « Visite d'Emmanuel Macron en Corse : la majorité territoriale lance un appel solennel au chef de l'État », *Corse Matin*, le 3 avril 2019, <https://bit.ly/3kk4wcX> (consulté le 25 juin 2020).

⁴⁰ Patrick Roger, « En Corse, visite d'Emmanuel Macron sous haute tension », *op. cit.*

⁴¹ Il s'agit ici de Gilles Simeoni, président du conseil exécutif corse.

⁴² Arthur Berdah, *op. cit.*

3. « Ceux qui veulent aujourd'hui défendre l'identité corse doivent aussi faire (leur) travail mémoriel et [...] dire les choses ».
4. « Tant que certains n'auront pas le courage de dire : "C'est une plaie, notre cicatrice et la souffrance de la famille Érignac est aussi la nôtre", ils feront bégayer l'Histoire », a poursuivi le chef de l'État.
5. « Tant qu'on ne sera pas clair sur la condamnation des crimes, on ne pourra pas me dire "attention ne réveillons pas la violence" », a-t-il conclu.
6. Le président n'a pas hésité à évoquer « un moment historique de l'île ».

6.2.3. Extraits du quotidien LB : Entre Macron et la Corse, le grand débat nationaliste⁴³

Propos des nationalistes

1. « La majorité territoriale reste disponible pour le dialogue », assurait, la veille, le leader autonomiste, déplorant pourtant que l'Élysée occulte « la dimension historique et politique de la question corse ».
2. Simeoni et le président de l'Assemblée de Corse, l'indépendantiste Jean-Guy Talamoni, excluent pour l'instant de prendre part à l'exercice, qualifié par avance d'« *occasion manquée* ».
3. Les deux hommes [Gilles Simeoni et Jean-Guy Talamoni] et leurs élus appellent à une « *journée île morte* » jeudi.

Propos d'Emmanuel Macron

1. « Je viens en Corse disponible et volontaire », a fait savoir mardi le chef de l'État dans un entretien à Corse-Matin, où il se dit toutefois « hostile » à la co-officialité de la langue corse.
2. « Faites déjà fonctionner le système actuel », répond en substance l'exécutif.

6.2.4. Extraits du quotidien CM : Visite d'Emmanuel Macron en Corse, la majorité territoriale lance un appel solennel au chef de l'État⁴⁴

Propos des nationalistes

1. Lors d'une déclaration solennelle, ils ont invité ce dernier à « venir échanger, selon des modalités dont nous pourrions convenir ensemble ».
2. Par ce geste, nous exprimerions ensemble notre volonté commune d'initier le « dialogue pour l'Histoire » que nous nous appelons tous de nos vœux.

⁴³ Dominique Albertini, « Entre Macron et la Corse, le grand débat nationaliste », *op. cit.*

⁴⁴ A.C.C., *op. cit.*

6.3. Quels éclairages tirer du corpus de contrepoint ?

Il convient tout d'abord de rappeler que le contexte sociopolitique des deux épisodes que nous avons analysés est différent. De fait, la première visite du chef de l'État sur l'île visait principalement à rendre hommage au préfet Claude Érignac et était porteuse de fortes tensions en raison de son caractère mémoriel lié à l'assassinat du fonctionnaire par des nationalistes, mais aussi en raison des thèmes qui devaient être abordés. La seconde se présente en revanche comme l'ultime étape d'un périple qu'Emmanuel Macron a effectué à travers les régions de France pour rencontrer les citoyens et veut s'inscrire dans le cadre strict du grand débat (6.1.2. – ex. 5). Elle se caractérise ainsi par l'écoute, l'ouverture et le dialogue, du moins dans les intentions du chef de l'État. Bien que les contextes de prise de parole diffèrent, nous observons que de nombreux traits discursifs ou linguistiques récurrents sont présents dans l'image que la presse écrite donne des nationalistes et du Président de la République, à l'occasion des deux événements. Nous précisons par ailleurs que des observations analogues peuvent être relevées dans d'autres articles de presse où la « question corse » ou encore le « problème corse » sont abordés. Nous ne pouvons toutefois, pour des raisons d'espace et de lisibilité, en rendre compte de manière détaillée dans cet article. Nous pensons, entre autres, à la visite, en Corse, de l'ex-premier ministre, Édouard Philippe, en juillet 2019⁴⁵.

6.3.1. Considérations issues de la presse nationale

Il nous semble pouvoir signaler une forme de pérennisation, dans les quotidiens nationaux, d'une image des nationalistes corses associée à l'idée de rejet, de fermeture voire d'hostilité à l'égard des propositions et même des invitations formulées par le chef de l'État. Cette attitude est à plusieurs reprises soulignée par le verbe *boycotter* (6.1.1. – ex. 2, 6.1.2. – ex. 1 et 6.1.3. – ex. 4). Le rejet de la part des nationalistes qui dirigent la collectivité territoriale est en outre mis en avant dans le quotidien *LM* par le fait que ces derniers désignent le Président de la République comme une *persona non grata*. Que la visite d'Emmanuel

⁴⁵ Nous renvoyons, à titre d'exemple, à Audrey Chauvet, « Édouard Philippe en Corse : un déplacement, mais pas d'avancée », *Le Figaro*, le 3 juillet 2020, <https://bit.ly/3Ez5iea> (consulté le 5 juillet 2020) ou à Patrick Roger, « En Corse, Édouard Philippe a rétabli le dialogue avec les dirigeants nationalistes », *Le Monde*, le 5 juillet 2019, <https://bit.ly/3Ew2SNr> (consulté le 5 juillet 2020).

Macron ne soit pas appréciée apparaît également quand le journaliste de *LM* signale que moins de la moitié des maires corses étaient présents. Celui de *LF* indique pour sa part que, parmi les dirigeants de l'île, certains, dont Jean-Guy Talamoni et Gilles Simeoni, *brillent par leur absence*, définissant ce dernier comme le *compère*⁴⁶ de Jean-Guy Talamoni. En soulignant le mécontentement des représentants de l'exécutif corse, considéré par certains comme légitime puisqu'il est l'expression d'une élection, la presse nationale met également en avant le caractère irrévérencieux que ce *boycott* assume dès lors que nous le plaçons dans son contexte institutionnel. De fait, il ne s'agit pas ici de simples citoyens qui décident de ne pas venir écouter le Président de la République, mais des principaux représentants politiques de l'île. Cette image de *mauvais élèves*, déjà observée dans le corpus de base, est renforcée ici par différentes citations d'Emmanuel Macron, notamment celles qui ont été proposées par *LF* et qui visent à indiquer qu'accepter une *convocation devant une assemblée territoriale* serait synonyme d'une *perte des repères profonde* (6.2.2. – ex. 1). On relève, dans ces propos, une forme de rappel à l'ordre et au respect du fonctionnement de l'État que l'on retrouve également quand le Président de la République signale que les dirigeants corses ont des revendications, mais qu'ils n'accomplissent pas leur part de travail (6.2.2. – ex. 3, 4 et 5). Nous y voyons un moyen de délégitimer leurs requêtes et d'anéantir l'ouverture et l'invitation au dialogue dont les nationalistes ont fait état. De fait, dès lors que de telles propositions s'inscrivent en dehors du contexte institutionnel, elles ne peuvent être considérées comme légitimes. De plus, quand une ouverture de la part des nationalistes est signalée, celle-ci est fréquemment associée à un élément dévalorisant. On remarque à ce propos l'extrait de *LF* : si *les deux hommes*⁴⁷ ont invité Emmanuel Macron, ils sont cependant très peu soutenus dans la salle (6.1.2. – ex. 3). En outre, pour parler des nationalistes, le chef de l'État a recours à des pronoms indéfinis comme *certains* et *on* (6.2.2. – ex. 4 et 5), une manière peut-être de refuser de les nommer ou de reconnaître leur existence. En ce qui concerne l'image du Président de la République, la fermeté qui avait été évoquée lors de la première visite est moins marquée.

⁴⁶ Terme qui, comme l'indique le *Trésor de la langue française informatisé*, peut revêtir l'acception péjorative de : Homme qui participe secrètement à des actions malhonnêtes, qui est complice dans de mauvais tours, dans des supercheries, <http://atilf.atilf.fr/> (consulté le 6 juillet 2020).

⁴⁷ Ici encore, il s'agit de Jean-Guy Talamoni et de Gilles Simeoni.

LF fait ainsi état d'une *ambiance globale cordiale* et d'un Président de la République qui a adopté un *ton moins martial* même si certains propos des nationalistes, quand la parole leur est donnée, tendent à en affaiblir la crédibilité. Il est en effet question, dans LM, d'un *pseudo débat* ou d'une *nouvelle occasion manquée* qui ne semblent toutefois pas peser bien lourd face à l'image des nationalistes qui décrètent une journée *île morte* et qui *boycottent* la rencontre avec le chef de l'État. Nous ajouterons encore une considération d'ordre lexical pour rappeler que, ici encore, le terme *Corses* semble, dans les propos du chef de l'État, exclure les nationalistes. C'est du moins ce que l'on comprend dans la citation : *Les Corses méritent mieux que des guerres de tranchées et de position*. En revanche, quand le terme *Corses* est utilisé par les nationalistes, il englobe toute la communauté insulaire. Cette ambivalence terminologique pourrait également s'appliquer à l'adjectif *historique*. En effet, dans les propos d'Emmanuel Macron, l'adjectif évoque un pas en avant dans les rapports entre le continent et l'île : *un moment historique de l'île*, alors que dans les propos des nationalistes, il est associé à un passé, à une identité dont la République refuse de tenir compte, puisque *l'Elysée occulte « la dimension historique et politique de la question corse »*.

6.3.2. Considérations issues de la presse régionale

L'image qui ressort de l'une et l'autre des parties dans le quotidien CM reflète des positions différentes par rapport à celles de la presse nationale. Sans dévaloriser le chef de l'État, le quotidien régional n'adhère pas, pour sa part, à cette image hostile et peu respectueuse du protocole qui est manifeste dans la presse nationale à l'égard des représentants institutionnels de l'île. Tout d'abord, et comme cela s'était déjà produit pour le corpus de base, il ressort une image d'unité et de cohésion des détracteurs d'Emmanuel Macron. Ceux-ci se présentent par ailleurs comme courtois et bienveillants puisqu'ils ont invité ce dernier à *venir échanger, selon des modalités dont nous pourrions convenir ensemble*. L'unité se remarque également dans les propos des nationalistes qui ont recours à des termes tels que : *ensemble* et *notre volonté commune* (6.2.4. – ex. 2). Le journaliste de CM tente, en outre, de rendre l'entrevue pleinement acceptable en déplaçant la légitimité de l'acte sur la légitimité du lieu où devrait avoir lieu la rencontre entre le chef de l'État et les nationalistes. Il rappelle, en effet, aux lecteurs qu'il s'agit de *l'institution qui est historiquement celle qui symbolise l'histoire contemporaine de la Corse, [...] le cœur battant de la démocratie insulaire*. Comme pour renforcer le caractère officiel de l'endroit, et par là même de l'invitation, le quotidien fait remarquer

que, depuis 1982, les présidents de la République s’y sont exprimés et y ont acté des décisions importantes (6.1.4. – ex. 2). Une manière peut-être de souligner que l’actuel chef de l’État pourrait ou devrait lui aussi suivre les traces de ses prédécesseurs. Le quotidien cite, en outre, les propos des nationalistes qui évoquent la possibilité d’initier un *dialogue pour l’Histoire* (6.2.4. – ex. 2). L’article de *CM* est relativement court et nous n’y avons pas relevé de citation d’Emmanuel Macron ; il nous semble toutefois que l’orientation qui s’y dessine à l’égard de l’image des nationalistes ne laisse guère de place à l’ambiguïté.

Conclusion

Une distinction assez nette et probablement prévisible est observable entre la presse nationale et la presse régionale. Dans la dernière, la place réservée aux nationalistes est dominante, le Président de la République y apparaît, dans le corpus de base, comme rigide, arrogant et peu enclin au dialogue (« une occasion manquée »). Une posture qui est moins marquée dans le corpus de contrepoint. En revanche, dans la presse nationale, où nous avons privilégié trois quotidiens qui se distinguent par leurs orientations politiques, force est de constater que le rattachement à l’unité nationale et la marginalisation des nationalistes sont constants. Nous ne reprendrons pas ici les spécificités des quotidiens étudiées dans la section 4 : nous remarquons toutefois que même le quotidien *LB*, traditionnellement de gauche, n’accorde pas aux nationalistes de véritables occasions de s’identifier ou d’être valorisés. Le journal leur donne cependant la parole pour faire émerger des considérations critiques à l’égard de la République. Les nationalistes sont quantité négligeable en tant que discours citant dans *LF*, tant dans le corpus de base que dans le corpus de contrepoint. Ils n’ont voix au chapitre ni sur eux-mêmes ni sur la France ; on pourrait les imaginer comme ce qu’il est fréquent aujourd’hui d’appeler les sans-voix. Les dirigeants corses sont en outre effacés par le procédé d’amalgame signalé précédemment, mais aussi par l’usage de certains pronoms indéfinis. Faut-il dès lors conclure qu’une forme de centralité, de rattachement à la République prévaut nécessairement dans la presse nationale ? Doit-on imaginer qu’il est « déplacé » de donner de la voix à ceux qui occupent des positions marginales et ceci même par souci d’objectivité ?

On se demandera alors si cela se produit par crainte de déplaire à l’ordre établi ou, dans une considération davantage linguistique, s’il

est question d'une adhésion à une forme de prédiscours et que la presse, censée être objective, continue à relayer la même vision traditionnelle de la question corse. On le sait, dès les années 1960, les termes nationalisme ou nationaliste sont fréquemment associés, dans l'opinion publique, à des valeurs négatives telles que la violence et le terrorisme. Dans le cas des nationalistes corses, il s'agit d'une opinion publique largement mise en avant par les médias, comme le souligne Arnaud⁴⁸. On se demandera toutefois si, à la fin de la deuxième décennie du 21^e siècle, cette vision dominante a toujours raison d'être alors que la violence et les actes terroristes des années 1990, qui avaient largement contribué à générer une image négative de la Corse, partagée de manière unanime par les médias⁴⁹, se sont fortement estompés. Nous nous interrogeons également sur la part de responsabilité de la presse – notamment à travers les « arrangements » linguistiques que nous avons évoqués – dans la transmission d'idéologies pouvant conditionner de manière défavorable l'opinion publique à l'égard de ce qui est minoritaire ou plus simplement à l'égard de l'autre, de celui qui s'écarte du noyau central.

La notion de prédiscours, mise en place par Marie-Anne Paveau⁵⁰, semble apporter un éclairage à la problématique que nous avons illustrée ici. De fait, la présentation de l'identité corse telle qu'elle est donnée à lire dans la presse nationale semble fortement ancrée dans ces savoirs préalables, dans une mémoire collective qui remonte probablement aux années 1960 et 1970, une époque où la Corse était, et probablement à juste titre pour certains aspects, associée aux dérives du nationalisme et parfois même à des positions extrémistes flirtant avec l'extrême droite. Il s'agirait ainsi d'une forme de détermination prélinguistique du discours⁵¹, en ce sens où l'identité corse continue d'occuper la position de l'autre, de celui qui s'écarte des rangs, en vertu, peut-être, du respect de ce socle de croyances communes, pour reprendre l'expression de Paveau⁵², et ceci encore alors que la réalité de l'île a fortement évolué.

⁴⁸ Daniel Arnaud, *op. cit.*, p. 111.

⁴⁹ d'Orazio, Lisa, *op. cit.* p. 97.

⁵⁰ Marie-Anne Paveau, *Les prédiscours : sens, mémoire, cognition*, Paris, Presses de la Sorbonne, 2006.

⁵¹ *Ibid.*, p. 14.

⁵² *Ibid.*, p. 49.

Références

- A.C.C. « Visite d’Emmanuel Macron en Corse : la majorité territoriale lance un appel solennel au chef de l’État », *Corse Matin*, le 3 avril 2019, <https://bit.ly/3kk4wcX>.
- Albertini, Antoine, « Dissensions chez les nationalistes à l’approche des municipales », *Le Monde*, le 2 juillet 2019, <https://bit.ly/3zsLBkQ>.
- Albertini, Dominique, « La Corse dans la Constitution : Macron lâche un symbole », *Libération*, le 7 février 2018, <https://bit.ly/2XhVNPW>.
- Albertini, Dominique, « Entre Macron et la Corse, le grand débat nationaliste », *Libération*, le 2 avril 2019, <https://bit.ly/3Appr3Y>.
- Arnaud, Daniel, *La Corse et l’idée républicaine. Nouvelle édition revue et augmentée*, Paris, L’Harmattan, 2016.
- Berdah, Arthur, « En Corse, Macron refuse “la guerre de tranchée ou la guerre de position” », *Le Figaro*, le 4 avril 2019, <https://bit.ly/2VSD9gV>.
- Bourmaud, François-Xavier, « Les nationalistes corses boycottent un déjeuner organisé avec Macron », *Le Figaro*, le 7 février 2018, <https://bit.ly/3yZJIf6>.
- Charaudeau, Patrick, « Une éthique du discours politique », *Communications*, vol. 27, n° 2, 2009, <https://bit.ly/3A8mk0j>.
- Chauvey, Audrey, « Édouard Philippe en Corse : un déplacement, mais pas d’avancée », *Le Figaro*, le 3 juillet 2020, <https://bit.ly/2VQCGf2>.
- d’Orazio, Lisa, « Une île de Violence : le traitement médiatique du “Problème corse” (1965-2007) », *Rives méditerranéennes*, 2010, p. 95-108, <https://bit.ly/3AueT2V>.
- J.-M. et A.G., « Macron à Bastia : “Le peuple corse a été humilié par ce “discours” », *Corse-Matin*, le 8 février 2018, <https://bit.ly/3lk9ea8>.
- Kleiber, Georges, « De la dénomination à la désignation », *Langue française*, n° 174, 2012, p. 45-58.
- Krieg, Alice, « Analyser le discours de presse. Mises au point sur le ‘discours de presse’ comme objet de recherche », *Communication*, vol. 20, n° 1, 2000, p. 75-97.
- Paveau, Marie-Anne, *Les prédiscours : sens, mémoire, cognition*, Paris, Presses de la Sorbonne, 2006.
- Petitjean, André, « Le récit de faits divers : étude comparée de France-Soir et Libération », *Pratiques*, n° 50, 1986, p. 46-78.
- Pietralunga, Cédric, « Les Corses méritent mieux que des guerres de tranchée et de position », *Le Monde*, le 4 avril 2019, <https://bit.ly/3hL0LMc>.
- Rabatel, Alain, *Pour une lecture linguistique et critique des médias. Empathie, étique, point(s) de vue*, Limoges, Lambert-Lucas, 2017.
- Roger, Patrick, « En Corse, visite d’Emmanuel Macron sous haute tension », *Le Monde*, le 3 avril 2019, <https://bit.ly/3tVfj7g>.
- Roger, Patrick, « En Corse, Édouard Philippe a rétabli le dialogue avec les dirigeants nationalistes », *Le Monde*, le 5 juillet 2019, <https://bit.ly/3Ew2SNr>.
- Roger, Patrick, « Emmanuel Macron met les dirigeants corses au pied du mur », *Le Monde*, le 8 février 2018, <https://bit.ly/3lfyTAB>.
- Trésor de la langue française informatisé, ATILF – CNRS et Université de Lorraine, *Trésor de la langue française informatisé*, <http://atilf.atilf.fr/tlfi>.